

Entrée en scène



Formation du nouveau gouvernement

A pouvoir exceptionnel, forme exceptionnelle – tel pourrait être le slogan de Viktor Orbán qui, disposant de la majorité symbolique des deux tiers des sièges au Parlement, s'est doté d'une nouvelle structure gouvernementale. Le nombre de ministères a été considérablement réduit tandis que de nouvelles fonctions sont apparues dans ce deuxième gouvernement du Fidesz-KDNP depuis le changement de régime.

L'entourage du Premier Ministre

En introduisant la fonction de vice-Premier Ministre, Viktor Orbán a formé une structure plus hiérarchique que celle des gouvernements précédents. De l'avis de plusieurs politologues, il entend ainsi s'éloigner des affaires courantes du gouvernement et se focaliser sur la définition des objectifs à long terme.

L'un de ses vice-Premiers Ministres, Tibor Navracsics, sera également ministre de l'Administration Publique et de la Justice, mais occupera une position supérieure aux autres ministres. Pour cela, le Fidesz modifiera la constitution, selon laquelle les ministres doivent tous disposer du même pouvoir au sein du gouvernement. L'autre vice-Premier Ministre, Zsolt Semjén, Président du parti KDNP, aura pour mission de diriger la politique nationale et les affaires religieuses. Quant à Mihály Varga, ancien ministre des Finances, il devient secrétaire d'État du Premier Ministre, se chargeant de la communication et des affaires courantes. Le quatrième personnage clef dans l'entourage de Viktor Orbán sera Péter Szijjártó, qui vient d'être nommé porte-parole

personnel du premier ministre (lire article page 6).

Les ministres

Dans ce nouveau concept de gouvernement, il existe seulement huit ministères (contre en moyenne 15 jusqu'à présent), la plupart d'entre eux regroupant plusieurs domaines. L'idée qui perce derrière cette structure est non seulement de réduire les coûts de fonctionnement, mais également de promouvoir une plus grande efficacité. Le Ministère du Développement Économique National, dirigé par György Matolcsy, recouvrira ainsi les politiques économique et financière afin de mieux synchroniser les objectifs des deux domaines. Il sera également chargé de la politique de l'emploi, de la politique industrielle et des transports. Le plus grand spectre d'activité reviendra cependant au Ministère des Ressources Nationales, dirigé par Miklós Réthelyi, ancien recteur de l'Université de Médecine Semmelweis de Budapest. Ce portefeuille couvrira cinq domaines de compétences: l'Éducation, la Culture, la Santé, le Sport et les Affaires Sociales. Plusieurs experts émettent des doutes face à un tel regroupement de compétences: un seul ministre pourra-t-il efficacement remplir ses fonctions dans tous ces domaines, sachant par exemple que le système de la santé ou celui des retraites souffrent de problèmes structurels? Un troisième portefeuille ministériel, celui du Développement National, avec à sa tête Tamás Fellegi, ancien propriétaire de l'hebdomadaire de droite Heti Válasz, réunira également plusieurs domaines jusqu'ici séparés. Fellegi sera chargé de la coordination des projets de développement nationaux et européens, de la surveillance du patrimoine national et du secteur des télécommunications.

Deux autres portefeuilles, celui du Développement Rural et le Ministère de l'Intérieur, auront également une marge de manœuvre plus large qu'auparavant, mais toujours limitée par rapport aux ministères énumérés plus haut. Sándor Fazekas, jusqu'ici maire d'une ville dans l'Est du pays (Karcag) dirigera le Ministère du Développement Rural, et c'est également dans son portefeuille que figurera la protection de l'environnement. Une répartition que regrettent deux partis d'opposition, le LMP et les socialistes, qui craignent que les objectifs de la politique environnementale soient ainsi relégués au second rang.

Le Ministère de l'Intérieur, que le cabinet de Ferenc Gyurcsány avait supprimé en 2006 en le divisant en deux parties, vient d'être réintroduit. A sa tête on trouvera Sándor Pintér, qui remplissait déjà cette fonction dans le premier gouvernement Fidesz. De façon assez maladroite, ce dernier a affirmé, dans une interview accordée

peu après sa nomination, que l'ex-préfet de police de Budapest n'avait pas commis d'erreur en 2006 en réprimant sévèrement les participants des manifestations anti-gouvernementales. Une déclaration qui va à l'encontre du point de vue officiel du Fidesz qui ne cesse de critiquer le cabinet Gyurcsány pour avoir utilisé la force de manière excessive contre les manifestants. Afin de contrecarrer cette déclaration très délicate de Pintér, Viktor Orbán a aussitôt nommé un commissaire qui devrait enquêter sur les événements de l'automne 2006. Un effort qui n'a pas rassuré le parti Lehet Más a Politika qui se dit inquiet face à l'attitude du ministre de l'Intérieur. Selon le LMP, ce dernier devrait respecter les droits de liberté et donc condamner ces violentes répressions. Le parti nationaliste Jobbik a également critiqué Pintér et attend de lui qu'il fasse en sorte que les responsables de cette répression démesurée soient punis.

Il existe en outre deux ministères dont le champ d'activité sera similaire aux expériences des gouvernements précédents. Notamment le Ministère des Affaires Étrangères, dirigé par János Martonyi, et celui de la Défense, dirigé par Csaba Hende, un avocat qui a déjà été secrétaire d'État dans le premier gouvernement de Viktor Orbán.

Anna Bajusz

•
Catégorie
Agenda Culturel